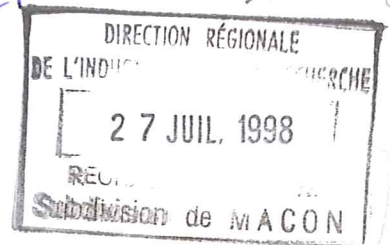


21/07/98

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE



**INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Mâcon, le 21 JUIL 1998

DIRECTION DES AFFAIRES
LOCALES, JURIDIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau de l'environnement
et de l'urbanisme

LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE
Chevalier de la Légion d'Honneur,

**CHANGEMENT D'EXPLOITANT
D'UN ETABLISSEMENT**

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié et notamment l'article 34,

VU, en date du 7 juillet 1998, la déclaration de **M. Gérard ALEVEQUE (RECUP'AUTO MOTO)**, domicilié 56 quai du Commerce, 71600 PARAY-LE-MONIAL, demandant le transfert à son profit de l'autorisation délivrée par arrêté préfectoral n° 1500 en date du 27 novembre 1961, à **M. Joseph GIDON**, transférée le 2 septembre 1987 à Mme Huguette GIDON concernant l'exploitation d'un établissement de récupération et stockage de métaux situé sur le territoire de la commune de **PARAY LE MONIAL** 54 Quai du Commerce.

DELIVRE RECEPISSE

à **M. Gérard ALEVEQUE (RECUP'AUTO MOTO)**, domicilié 56 quai du Commerce, 71600 PARAY-LE-MONIAL, de sa déclaration susvisée en lui rappelant qu'elle devra pour cette installation :

- 1° - observer strictement les prescriptions imposées au prédécesseur
- 2° - se conformer à toutes celles qu'il serait reconnu utile de lui imposer par la suite, dans l'intérêt de la sécurité, de l'hygiène et de la santé publiques.

Ces mêmes prescriptions ne peuvent, en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application obligatoire des dispositions édictées par le livre II du Code du Travail et des décrets subséquents pris en exécution dudit Livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des Travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

Une copie du présent récépissé sera affichée à la **Mairie** de PARAY LE MONIAL, pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Copie du présent récépissé sera adressée à :

- **M. le Maire** de PARAY LE MONIAL,
- **M. l'Inspecteur des Installations Classées - Groupe des Subdivisions de Saône-et-Loire de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - 71000 MACON**
- **M. Gérard ALEVEQUE (RECUP'AUTO MOTO)**, 56 quai du Commerce, 71600 PARAY-LE-MONIAL

MACON, le 21 JUIL 1998
LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau délégué,

Corinne GAUTHERIN

